

170 personnes écoutées

Depuis la fusillade, 40 familles et 50 professeurs ont été pris en charge par le centre « OpenAdo »

Depuis ce mercredi, lendemain de la fusillade, les élèves de l'athénée Léonie de Waha, leurs parents et les professeurs sont venus en masse pour rencontrer les assistants sociaux d'Openado afin d'être accompagné psychologiquement après les récents événements. Certains souhaitaient seulement être écoutés.

« La fusillade de Liège et la prise d'otage au lycée Léonie de Waha ont rappelé encore une fois l'importance des structures d'aide à la jeunesse. Ce qu'il s'est malheureusement passé a démontré l'utilité de nos services », déclarent le ministre de l'Aide à la jeunesse, Rachid Madrane, ainsi que la députée provinciale Katty Firquet.

En effet, c'est Openado, lieu d'écoute et d'accompagnement de la Province de Liège ouvert aux adolescents et enfants, qui a pris en charge les enfants du lycée, ceux du primaire comme du secondaire. Le service de la Province se trouve rue de Beeckman à Liège, soit dans la rue située à l'arrière du lycée Léonie de Waha, la rue par où les enfants ont été évacués lors de la prise d'otage.

LES PARENTS AUSSI

Au total, ce sont 40 familles (60 enfants et 60 parents) qui ont été rencontrées par les assistants sociaux pour une aide individuelle,

OpenAdo et Mado

Plus que jamais à l'écoute des jeunes

Initié à Liège en 2011, l'Openado est un lieu d'écoute et d'accompagnement ouvert aux enfants et adolescents de 0 à 25 ans, à leur famille et aux travailleurs psycho-médico-sociaux. L'équipe sur place accueille les

jeunes pour aborder les sujets qui les préoccupent, quels qu'ils soient, du chagrin d'amour jusqu'à un trauma post-attentat. Les assistants sociaux les écoutent, une première analyse de la demande est réalisée et puis discutée avec l'équipe. Pour finir, l'ado est réorienté vers le service adéquat. Le but est de créer un Openado par arrondissement judiciaire. D'autant plus que la période de l'adolescence s'élargit et donc les problèmes rencontrés aussi.

« On propose un accompagnement dans la transition vers l'autonomie car il n'y a pas assez de ressources autour d'eux pour les aider », déclare Rachid Madrane. Ce service fête ses dix ans aujourd'hui. La Maison de l'adolescence, elle, fête ses deux ans. C'est un service indissociable de l'Openado. Cette structure pousse vers la prise en charge, et pas seulement vers la prévention et l'orientation.

13 Openado couvrent 45 communes de la province. Ils ont déjà touché 4.920 personnes. ●

E.K.

ainsi que dix professeurs. Lorsque Léonie de Waha a fait une demande officielle, dix professeurs du lycée et 30 du primaire ont également été écoutés et orientés par les services d'Openado, aidés par les PMS et les services de l'Université de Liège. Le tout est centralisé rue Beeckmann.

ÉCOUTER ET SOULAGER

« Nous avons mis en place un système d'entretiens courts de 15-20 minutes pour écouter les enfants, parents et corps enseignant qui souhaitent nous faire part de leurs angoisses, leurs questions, explique le directeur d'Openado Liège, Jérôme Gheroucha. On travaille sur la déculpabilisation. Beaucoup se disent qu'ils auraient pu faire quelque chose pour empêcher ce qu'il s'est passé. On analyse les différentes demandes et on prend des décisions sur les différents cas. Si on rencontre une situation de crise, on fixe un autre ren-

dez-vous avec la personne et ses parents s'il s'agit d'un enfant. Nous sommes là pour les soulager ».

CONTINUER À VIVRE NORMALEMENT

Le service conseille également les parents sur les comportements à ne pas avoir. « Il ne faut pas susciter le questionnement chez les jeunes. Les parents sont en général très tracassés, parfois encore plus que leurs enfants. Ils ne doivent pas transférer leurs angoisses. On leur conseille de continuer à vivre normalement. D'aller manger une glace ou de se promener. Il est évidemment impossible de faire complètement abstraction de ce qu'il s'est passé, mais il ne faut pas rester focalisé là-dessus », poursuit le directeur.

Jusqu'à ce vendredi, des permanences sont mises en place pour écouter ceux qui le souhaitent. Ce mercredi, les élèves ont pu retourner à l'école pour récupérer les affaires laissées sur place mardi lors de la fusillade. « Certains ont profité de leur venue sur les

lieux pour venir solliciter nos services, nous craignons un rush plus important ». Pour le directeur d'OpenAdo, pour éviter les effets post-traumatiques, « dans l'idéal, il aurait peut-être fallu que les enfants retournent à l'école dès mercredi pour continuer à vivre normalement, reprendre leur quotidien. Plus ils retourneront tard, plus la reprise sera difficile. Mais il y a une enquête en cours, donc ce n'était pas possible. De plus, il faut effacer toutes les traces de l'événement dans l'école, toute l'école est réaménagée ». En effet, depuis mardi, les services de la Ville effectuent des travaux dans l'école afin de la remettre dans l'état que les élèves ont toujours connu.

À partir de lundi, les équipes du PMS travailleront avec Openado et ensemble, ils continueront leur accompagnement dans cette épreuve difficile pour les enfants et professeurs. ●

ESEN KAYNAK

**«Les parents
doivent continuer
leurs habitudes
avec leurs enfants,
pour éviter de les
traumatiser »**
Jérôme Gherroucha

Ambiance

« On est solidaire et protecteur avec les élèves »

Ce jeudi, soit deux jours après la fusillade et la prise d'otage au lycée Léonie de Waha, les élèves de l'école secondaire ont été autorisés à venir chercher les affaires qu'ils avaient laissées sur place avant d'évacuer le bâtiment en urgence jusqu'à midi.

Les élèves, toujours sur le choc de ce qu'ils ont vécu, sont venus en nombre durant toute la matinée. Il s'agissait des premières retrouvailles et du premier retour sur les lieux après les événements... Ils se retrouvaient entre eux, avec d'autres élèves et des profes-

seurs. Chacun se demandait comment se portait son camarade de classe ou son professeur.

« Il y a une ambiance solidaire et disciplinée entre nous, professeurs et élèves », déclare une

professeure devant l'école, alors qu'elle est en train de prendre des nouvelles de ses élèves. L'inquiétude se lit encore dans son regard.

« Ça aurait pu être pire, on remercie Darifa. Les petits étaient dans la cour de récréation au moment des faits... Les enfants ont peur », dit-elle. Et quand on lui demande comment elle se porte, elle fait un signe de la main. Ce qui signifie qu'il y a « des hauts et des bas ».

> Thérapeutique

Une rude épreuve pour eux qui ont la responsabilité de centaines d'étudiants dans l'établissement. « Revenir aujourd'hui à l'école, c'était théra-

peutique. Il ne fallait pas trop attendre », se rassure-t-elle.

Les élèves de l'école primaire sont actuellement dans la

garderie de l'école du jardin Botanique, située à quelques mètres de Léonie de Waha. Les élèves du secondaire, eux, ne pourront pas retrouver les bancs de leur classe avant lundi prochain. « Des travaux sont en cours. Les ouvriers commencent au travail depuis mercredi. Presque toutes les classes sont sans porte. Les policiers du Peloton Anti-Banditisme ont cassé toutes les portes ». Elles avaient d'abord été endommagées par le tireur. « Les lieux vont être remis en ordre d'ici lundi ».

À l'heure actuelle, les tirs de balles sont quand même observables à l'œil nu, les dernières traces d'un récit dont se souviendra la communauté du lycée de Léonie de Waha. ●

E.K.

NOTRE EXPERT

« L'acte est inscrit dans l'idéologie de l'État islamique »

**MICHAËL
DANTINNE**

Expert Terrorisme

⇒ **La fusillade a été revendiquée par l'État islamique, mais certains pensent qu'il n'est pas le commanditaire. Ont-ils raison ?**

Tout le monde a raison. La seule vérité pour le moment, c'est que l'État islamique dit « c'est moi ». L'information vient de l'Amaq, une des voix officielles du groupe terroriste. L'acte a été commis dans la nébuleuse de leur idéologie. Il faut prendre la revendication pour ce qu'elle est. C'est une signature et donc une appropriation. L'attentat, c'est la meilleure propagande pour les terroristes, et quand on le revendique, c'est encore un deuxième attentat.

Il y a des personnes individuelles qui se reconnaissent dans le message de l'organisation et qui commettent des actes pour l'inscrire dans le projet, sans être téléguider par le mouvement, mais bien par des radicalisateurs. Et le groupe terroriste peut l'apprécier et décider de le signer si ça correspond à leur façon de faire. C'est peut-être bien ce qu'il s'est passé. Avant tout, l'acte est un élément de communication. L'auteur inscrit son acte dans une idéologie qui est celle de l'État islamique. Il n'y a pas de réponse vraie ou fausse, il faut avoir un raisonnement.

Criminologue, professeur à l'ULiège et spécialiste du radicalisme.